

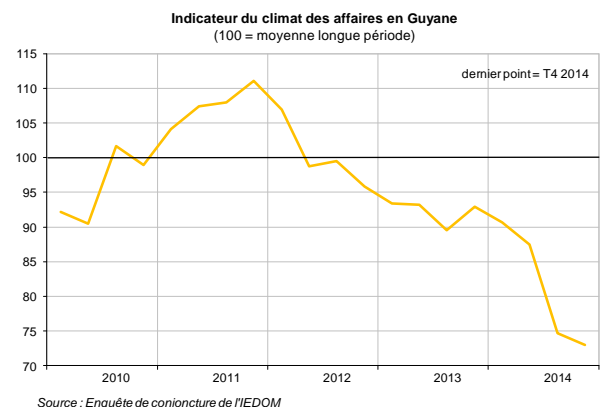
Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

L'indicateur du climat des affaires toujours en berne

La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au quatrième trimestre (-3,6 points). À 73 points, il se situe désormais à 27 points en deçà de sa moyenne de longue période. Ce recul s'explique d'abord par une dégradation marquée de la composante prévisionnelle (-2,4 points), traduisant des anticipations de nouveau défavorables des chefs d'entreprise. Depuis le début de l'année ces derniers restent inquiets quant à l'évolution de leur activité, et en particulier des délais de paiement et de leur trésorerie. L'opinion défavorable formulée par les chefs d'entreprise sur l'activité passée a également pesé négativement sur l'ICA.



L'atonie de l'activité pèse sur les perspectives d'investissement à un an qui s'infléchissent de nouveau. La baisse enregistrée depuis le second trimestre se poursuit donc sur les trois derniers mois de l'année.

Cette tendance défavorable influe sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est en progression tout comme le nombre de chômeurs de longue durée.

Dans un contexte de légère baisse des prix, la consommation des ménages enregistre une évolution contrastée avec une baisse des importations de biens de consommation mais une hausse des importations des biens d'équipements électriques. L'investissement des entreprises connaît par ailleurs une situation dégradée avec des indicateurs toujours en retrait.

Au dernier trimestre de l'année, l'activité reste dégradée et les délais de paiement s'allongent. L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité reste mal orientée pour le premier trimestre de l'année 2015. Ils entendent des pressions sur leur trésorerie, un nouvel allongement des délais de paiement et un accroissement des charges dans des proportions toutefois moindres que celles observées au troisième trimestre.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

FRÉQUENTATION TOURISTIQUE DANS LES CARAÏBES

Le 11 février dernier, la CTO (Caribbean Tourism Organization) a publié les chiffres du tourisme de la zone Caraïbes pour l'année 2014. Ces chiffres montrent un taux de croissance de 4,7 % pour le tourisme de la zone contre 4,8 % au niveau mondial. Au total, les Caraïbes ont accueilli en 2014, 19,9 millions de touristes, soit 1,3 million de plus que l'année précédente pour des dépenses chiffrées à 29,2 milliards de dollars. La République Dominicaine est la première destination avec 5 141 377 visiteurs (+9,6 %). Les États-Unis restent le premier fournisseur de touristes avec un nombre d'arrivées enregistrées de près de 13 millions.

TIMIDE REBOND DE CROISSANCE AU BRÉSIL

Selon les chiffres officiels publiés par l'Institut brésilien de géographie et des statistiques (IBGE, organisme d'État), le PIB brésilien se reprend timidement avec une légère hausse de 0,1 % au troisième trimestre de l'année 2014 alors qu'il avait enregistré deux reculs consécutifs de 0,2 % et 0,5 % lors des deux premiers trimestres de l'année. Ce résultat, s'explique essentiellement par une légère reprise de l'industrie et des services au niveau de l'offre, d'une part, et d'autre part, par une hausse des investissements au niveau de la demande. Si la reprise économique au Brésil semble s'amorcer, les perspectives d'une croissance durable pour l'année 2015 demeurent toutefois limitées.

Faible reflux des prix

En décembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse de 0,1 % sur le trimestre, contre une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Les prix des services (+0,6 %) et des produits manufacturés (+0,1 %) s'inscrivent en hausse alors que ceux de l'alimentation baissent (-0,9 %).

Sur un an, la progression de l'indice des prix (+0,3 %) ralentit par rapport au trimestre précédent. La hausse des prix des services (+0,6 %) et des produits manufacturés (+0,3 %) est compensée par la baisse des prix de l'alimentation (-0,2 %).

Le marché du travail reste tendu

La situation sur le marché du travail reste détériorée. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A enregistre une nouvelle hausse entre septembre et décembre (+1,4 %, CVS). En revanche, le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an évolue de manière plus modérée (+0,8 % CVS). Il est à noter une légère diminution du nombre d'allocataires (-0,4 %).

Les offres d'emploi collectées augmentent de 7,2 % au quatrième trimestre 2014, moins nettement qu'au trimestre précédent (+10,5 %). Cette hausse est principalement due à une croissance du nombre d'offres d'emploi de moins de six mois (+69,6 %).

Évolution contrastée de la consommation des ménages

La consommation des ménages se contracte au quatrième trimestre de l'année. Les importations de biens de consommation courante régressent de 2,4 % (CVS) et l'encours des crédits à la consommation se contracte légèrement (-0,2 % contre +1,0 % au trimestre précédent). Les ventes de véhicules de tourisme stagnent à +0,2 % (CVS) tandis que les importations de biens d'équipements électriques et ménagers progressent de 19,4 % (CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité font état d'une situation mitigée. On observe d'une part, une diminution du nombre de personnes physiques faisant l'objet d'une interdiction bancaire (-1,4 % sur le trimestre) et, d'autre part, une importante augmentation du nombre de retraits de cartes bancaires (+15,3 %), toutefois inférieure à celle constatée au trimestre précédent (25,1%).

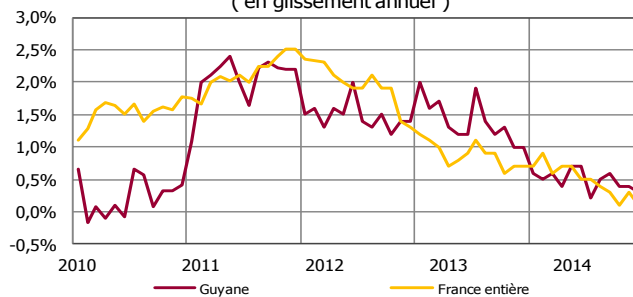
L'investissement se détériore

L'évolution des indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises illustre une situation qui se détériore après avoir connu une légère accalmie au trimestre précédent. En effet, les importations de biens d'équipement diminuent de 7,1 % (CVS) et les ventes de véhicules utilitaires croissent sensiblement moins vite qu'au trimestre précédent avec +1,0 % (CVS). De plus, les créations d'entreprises chutent de 15,2 % (CVS) après s'être redressées au trimestre précédent (+12,0 %, CVS).

L'encours des crédits à l'équipement des entreprises poursuit sa progression et affiche un taux de croissance de 3,5 % contre 2,7 % au trimestre précédent. Les crédits immobiliers aux entreprises croissent légèrement (+2,6% après +1,8 % au troisième trimestre).

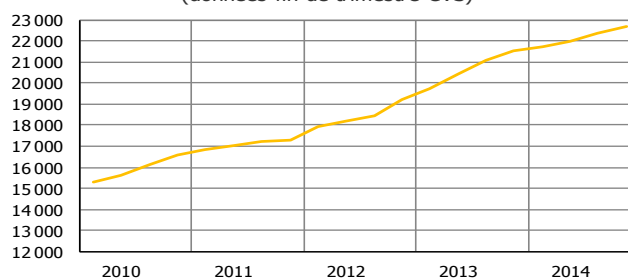
Cette situation morose se fait également ressentir dans les intentions d'investir à un an formulées par les chefs d'entreprise. Seuls le secteur primaire et celui des autres industries pourraient envisager d'investir d'ici les douze prochains mois.

Evolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



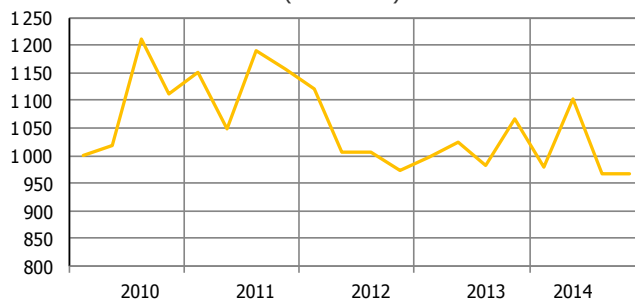
Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)



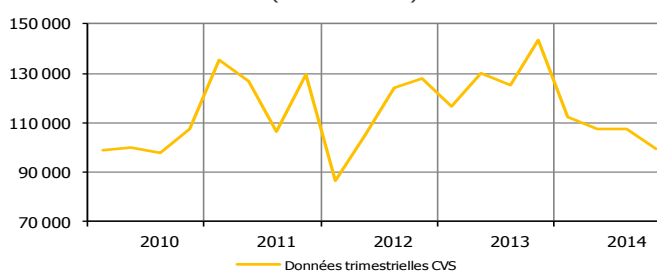
Source : Pôle emploi / Dieccte

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



Sources : Somafi, CVS/CJO Iedom

Importations de biens d'équipement
(en milliers d'€)

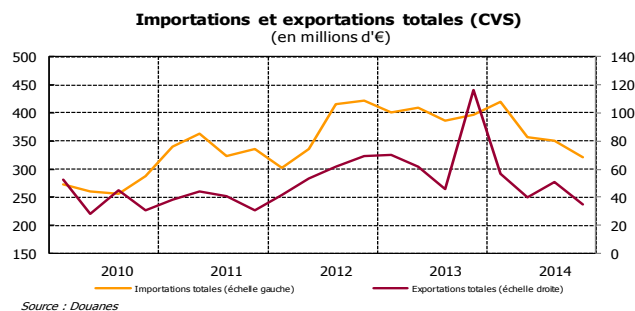


Source : Douanes

Diminution des échanges extérieurs

Après une reprise au trimestre précédent, les exportations déclinent significativement en enregistrant une baisse de 30,9 % (CVS). Cette dégradation concerne principalement le poste des produits informatiques, électroniques et optiques et celui des produits manufacturés divers.

Les importations reculent à nouveau sur le trimestre (-8,6 %, CVS). Cette tendance baissière est principalement marquée par l'affaiblissement des postes correspondant aux produits pétroliers raffinés et aux matériels de transport. Les postes en hausse concernent les produits des industries agroalimentaires et les équipements électriques et ménagers.



ACTIVITÉ SECTORIELLE TOUJOURS DÉGRADÉE

Au dernier trimestre de l'année 2014, la filière bovine demeure fragilisée en termes de demande. Bien que l'on enregistre une hausse des abattages de bovins (+10,5 %, CVS), les importations accusent une baisse plus significative qu'au trimestre précédent (-7,9 %, CVS). La filière porcine connaît une évolution inverse, en effet, les importations de porcins augmentent de 8,9 % (CVS) alors que les abattages décroissent de 4,2 % (CVS).

Dans le secteur de la **pêche**, les exportations de crevettes diminuent au quatrième trimestre (-14,3 % CVS), après deux trimestres consécutifs de hausse. Les exportations de poissons continuent de diminuer depuis le début de l'année (-1,3 % en CVS pour ce trimestre).

Le courant d'affaires des secteurs **primaires et des industries agroalimentaires** se détériore, avec une activité en forte baisse ce trimestre. Les chefs d'entreprise demeurent tout de même optimistes et leurs prévisions d'investissement à un an restent favorables. La majoration des charges conjuguée à un allongement des délais de paiement a pour effet direct de peser sur la trésorerie des entreprises. Une nouvelle baisse de l'activité est anticipée.

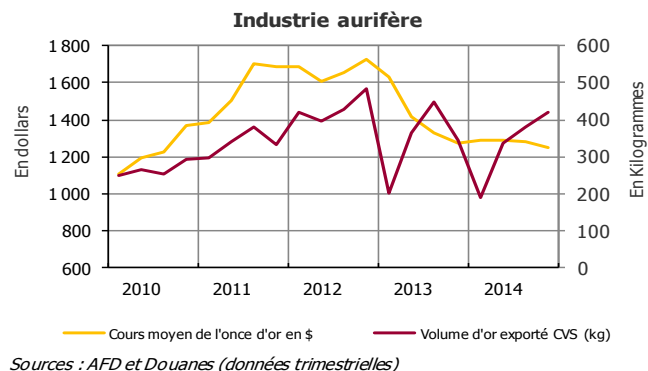
Dans le secteur de la **construction**, l'activité connaît une moins forte dépréciation qu'au trimestre précédent. En effet, les ventes de ciment (hors liants et fillers) augmentent de 5,8 % (CVS). Les professionnels sont tout de même relativement prudents et estiment que leur activité reste dégradée. Contrairement au trimestre précédent, les charges évoluent favorablement. Les entrepreneurs constatent cependant une nette aggravation des délais de paiement et de fait une trésorerie largement négative. Cette situation n'est pas de nature à rassurer les chefs d'entreprise qui prévoient une probable contraction de leur activité et de leurs projets d'investissements à venir.

Après un troisième trimestre difficile, l'activité dans le secteur des **autres industries** se stabilise. Les autres indicateurs demeurent défavorablement orientés mais sont toutefois moins dégradés qu'au trimestre précédent. Les délais de paiement ne cessent de se prolonger. Les professionnels du secteur prévoient une nouvelle baisse de leur activité pour le prochain trimestre. Cet environnement pèse sur leurs prévisions d'investissement toujours défavorables.

Le rythme de l'activité **spatiale** est soutenu au dernier trimestre de l'année. Trois tirs ont permis la mise en orbite de huit satellites contre quatre tirs et neuf satellites au troisième trimestre. L'année 2014 est celle de tous les records. Ariespace a pu procéder à 11 lancements, depuis le Centre spatial guyanais (6 Ariane, 4 Soyouz et 1 Vega) après seulement 7 en 2013 (4 Ariane, 2 Soyouz, et 1 Vega), avec un 63^e succès d'affilé pour Ariane 5.

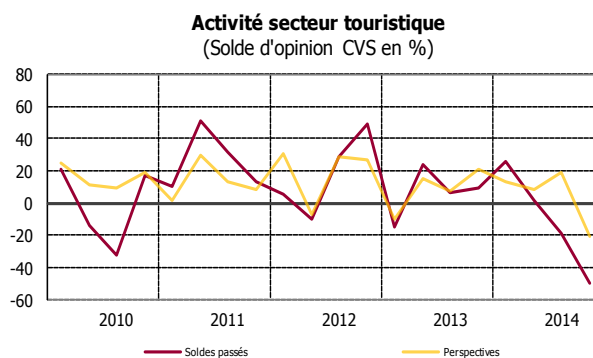
Malgré un cours de l'once en retrait (-6,4 % sur le trimestre et -5,6 % en glissement annuel), le secteur **aurifère** s'améliore nettement avec des exportations en volume et en valeur qui augmentent respectivement de 5,8 % (CVS) et de 2,8 % (CVS).

Après un troisième trimestre fragile, le courant d'affaires du secteur du **commerce** se dégrade à nouveau. En revanche, l'allègement des charges d'exploitation, conjugué à une moindre dégradation des délais de paiement, impacte de manière positive la trésorerie des entreprises pour ce dernier trimestre de l'année. Cette tendance ne suffit pas à rassurer les chefs d'entreprise qui n'anticipent pas une amélioration durable de leur activité. Ils prévoient une dégradation des délais de paiement et un alourdissement des charges.



Sur deux trimestres consécutifs, l'activité du secteur des **services marchands** s'amenuise considérablement entretenant la perception fortement minorative des entrepreneurs interrogés. Il est à noter une amélioration des charges qui toutefois ne permet pas d'absorber l'effet négatif de l'allongement des délais de paiement sur la trésorerie. Ce constat n'est pas propice à rassurer les chefs d'entreprise qui restent pessimistes quant à l'évolution de leur activité et de leurs futurs investissements.

La conjoncture du secteur du **tourisme** est très maussade pour le dernier trimestre de l'année. L'activité est en net recul et, malgré un moindre alourdissement des charges, l'allongement des délais de paiement continue de peser sur la trésorerie. Les professionnels se montrent pessimistes sur l'évolution des charges et entrevoient un effet négatif sur leur trésorerie. Dans ce contexte économique incertain, les chefs d'entreprise prévoient une dégradation de leur activité et sont moins nombreux qu'au précédent trimestre à vouloir investir. Cependant, cette tendance baissière n'est pas en ligne avec l'évolution du nombre de passagers qui repart à la hausse (+4,7 %, CVS) après un léger retrait de 0,2 % (CVS) au trimestre précédent.



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achévé d'imprimer : 11 mars 2015 – Dépôt légal : Mars 2015 – ISSN 1952-9619